

## Burundi : Chaque camp fourbit ses armes en prélude à des négociations

PANA, 22 octobre 2015 – Grandes manœuvres de l'opposition en prélude à des pourparlers annoncés sur la crise au Burundi. Bujumbura, Burundi - Le Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha (en Tanzanie) sur la paix et la réconciliation nationale et la restauration de l'Etat de droit (Cnared) a rendu publique, jeudi, une « décision » portant reconnaissance de nouveaux demandeurs d'adhésion à cette plate-forme politique de l'opposition intérieure et externe au moment où commence à se préciser le calendrier de nouveaux pourparlers sur la crise électorale persistante au Burundi, sous la médiation du chef de l'Etat ougandais, Yoweri Kaguta Museveni.

Les tractations ont commencé le 19 octobre et visent, dans un premier temps, à dresser une liste des acteurs politiques burundais qui seront conviés aux pourparlers prévus pour débuter au courant du mois de novembre prochain, annonçait mercredi, Radio France internationale (RFI) captée à Bujumbura, citant des sources proches de la médiation ougandaise. Le pouvoir en place au Burundi, de son côté, dit n'avoir pas encore été associé à ces tractations préliminaires, tout en réaffirmant son attachement au dialogue avec tous les acteurs politiques nationaux qui n'ont pas de dossiers judiciaires à charge dans le « mouvement insurrectionnel » des « anti-troisième mandat présidentiel » dont plusieurs leaders de l'opposition réunis au sein du Cnared doivent répondre pour les dégâts matériels et humains causés au cours de ces six derniers mois. Le Cnared, quant à lui, soutient la médiation ougandaise et semble vouloir se donner les moyens d'aller en force aux pourparlers dont l'ordre du jour doit inclure, pour l'opposition, les moyens d'organiser de nouvelles élections générales « inclusives, démocratiques, transparentes, apaisées, équitables et crédibles », au moment où le pouvoir dit avoir déjà tourné la page des élections pour passer à l'étape suivante de la reconstruction et la relance de l'économie nationale qui a été mise à mal par les mois passés de crise socio-politique sans précédent. Du côté du médiateur ougandais qui avait buté sur les premières positions divergentes des acteurs politiques burundais lors d'une précédente tentative de médiation qui a duré du 14 juillet à la veille de l'élection présidentielle du 21 juillet dernier. Les grandes manœuvres repartent et dans le cas du Cnared, les nouveaux adhérents annoncés pour se renforcer sa base sont l'Adr, le Cndp, le Fedes, le Mrc, le Rades, le Nadebu et la Sonovi qui passent, dans l'opinion, pour de « petits partis » politiques de l'opposition intérieure. D'autres formations politiques de l'opposition, au nombre de neuf, avaient fait allégeance au Cnared à sa création, le 2 août dernier, à Addis-Abeba, en Ethiopie. Une déléguation du Cnared naissant avait dit avoir été reçue au siège de l'Union africaine (UA), à Addis-Abeba, en Ethiopie. Le 17 octobre, l'organisation panafricaine est revenue aviser ceux des acteurs politiques burundais qui ne voudront pas aller au dialogue de sortie d'une crise porteuse de danger à la fois pour leur pays et pour la sous-région, qu'ils seront frappés de sanctions allant du gel des avoirs à la restriction de leurs mouvements. L'UA a encore réitéré le soutien à la médiation ougandaise et recommandé que les pourparlers internationaux burundais aient lieu soit à Kampala, la capitale ougandaise, soit à Addis-Abeba. Parmi les neuf premiers partis à avoir adhéré spontanément au Cnared figurent deux ailes dissidentes du Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (Cnadd-Fdd, parti au pouvoir). D'autres frondeurs du Cnadd-Fdd ont adhéré au Cnared à titre individuel, comme l'ancien président de l'Assemblée nationale, Pie Ntavyohanyuma et Rufyikiri, un ex-vice-président de la République chargé des questions économiques et sociales dans le gouvernement sortant. Cette opposition hétéroclite a été encore renforcée par l'adhésion des anciens chefs d'Etat burundais Ntibantunganya et Domitien Ndayizeye. On rappelle que le gouvernement burundais a aussi son idée d'un « dialogue national » qui doit se tenir entre les Burundais et sans médiation internationale nécessaire sur diverses questions qu'elles soient posées la crise électorale des mois passés, comme les voies et moyens d'assainir le climat socio-politique et sécuritaire national qui a été mis à mal par plusieurs mois de conflit électorale mal résolu. Les 15 membres de la nouvelle Commission du dialogue inter-burundais vont prêter serment, vendredi, devant le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, à Gitega, la seconde ville du pays, a annoncé, jeudi, la radio nationale du Burundi (publique).